



Gérer les conflits liés à l'eau dans l'agriculture irriguée au Burkina Faso

*Gabin Korbéogo, PhD,
Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo*

Introduction

Cette recherche examine les caractéristiques des conflits liés à l'eau, leurs causes, ainsi que leurs modes de gestion dans les systèmes irrigués de Bagré et de Bama. Sont considérés comme conflits, les désaccords ou les confrontations discursives (verbales) ou physiques entre des particuliers ou des collectifs au sujet de l'accès aux ressources en eau. Il existe une diversité de types et de causes de conflits hydrauliques tout comme une pluralité de leurs modes de gestion.

Méthodes

Cette étude se base sur une méthode mixte – qui combine les approches quantitative et qualitative. Dans ce sens, un questionnaire a été administré à des producteurs et productrices de riz des deux localités, d'une part, et des entretiens individuels et de groupe approfondis avec des acteurs villageois et des responsables institutionnels, des observations directes sur les périmètres irrigués, les sources d'eau et dans les ménages ont été réalisés, d'autre part. Les données qualitatives ont été analysées suivant la technique d'analyse de contenu tandis que les données quantitatives ont été rangées dans des tableaux aux fins de l'analyse bi- et multivariée.

Résultats

Dans un contexte de pénurie des terres irriguées et d'eau, les compétitions entre usagers des ressources conduisent parfois à tensions ou des disputes larvées ou ouvertes, pouvant se muer en conflits violents. L'exacerbation de la concurrence et l'éruption de la violence sont favorisées par la collision

des stratégies des acteurs villageois et la faible capacité des structures locales à réguler les luttes pour l'accès à l'eau.

Typologie des conflits

La typologie proposée ici se fonde sur une classification des conflits selon leurs manifestations, l'objet ou l'enjeu des conflits, sans pour autant négliger la catégorie socioprofessionnelle et la nature du lien social entre protagonistes. Les conflits recensés sont – par ordre d'importance – les suivants : agriculteurs ≠ agriculteurs, agriculteurs ≠ agro-businessmen, agriculteurs ≠ leaders des coopératives ou de l'Union des producteurs de riz, agriculteurs ≠ éleveurs, agriculteurs autochtones ≠ agriculteurs migrants.

Causes des conflits

Les conflits hydrauliques, qui culminent avec la raréfaction de l'eau (périodes chaudes, mars-avril-mai), sont générés par un répertoire de causes. Il y a, par ordre de fréquence : le non-respect du calendrier de distribution de l'eau, la construction illégale d'infrastructures par des agro-businessmen pour détourner l'eau destinée au périmètre irrigué, la dévastation des plantes par le bétail, les suspicions de détournement des fonds des coopératives agricoles par les membres du bureau, l'inondation des champs de riz à cause du bouchage des vannes par des producteurs. Il faut noter qu'un conflit dû à des divergences politiques, ethniques ou matrimoniales peut servir indirectement ou indirectement de justification à des désaccords sur la gestion de l'eau d'irrigation.

Modes de gestion des conflits

Il existe plusieurs instances et processus de gestion des conflits hydrauliques. Cette étude en a répertorié les suivants : les coopératives de producteurs de riz, la négociation interpersonnelle ou règlement à l'amiable/conciliation, l'Union départementale des producteurs de riz, la brigade de l'eau, les leaders d'opinions communautaires (chef de village, chefs des communautés ethniques locales), la gendarmerie, et la préfecture. Le choix des modes d'arbitrage dépend de la valeur économique ou culturelle des ressources en eau disputées ; de la nature et/ou de la densité des liens sociaux entre protagonistes ; du pouvoir économique et du réseau de relations des protagonistes ; et enfin, de leur confiance vis-à-vis des institutions villageoises et étatiques de médiation des conflits.

Conclusions et recommandations

Dans ces deux systèmes irrigués où l'agriculture est une activité quasi exclusive, les terres irriguées et l'eau sont les principaux enjeux de compétitions et de conflits sociaux. Face à la fragilité de l'ancrage institutionnel de l'Etat, les processus informels (auto-régulation) et traditionnels apparaissent comme les formes de régulation les plus accessibles et fiables. La fragile prégnance de la légitimité et de l'efficacité de l'action publique locale favorise des revendications « particularistes » ou communautaristes, au détriment de la consolidation de la citoyenneté et des identités nationales en milieu rural.

Pour mieux gérer ou prévenir les conflits liés à l'eau, il convient entre autres de:

- mieux diffuser et traduire en langues locales le contenu des lois et mieux faire connaître les attributions et modalités d'accès des structures étatiques de gestion des conflits



- veiller au respect des règles officielles d'installation d'infrastructures hydrauliques par les agro-businessmen qui profitent de leur pouvoir économique et politique pour s'installer sur les circuits d'eau destinés à renflouer les vannes des périmètres d'irrigation
- assurer la maintenance et/ou le renouvellement des infrastructures hydrauliques en vue d'améliorer la disponibilité de la ressource en eau et réduire par conséquent les tensions et les conflits
- veiller au respect des procédures transparentes et démocratiques de désignation des représentants des organisations paysannes afin de favoriser une gestion plus équitable des ressources collectives
- renforcer le dialogue entre les producteurs et productrices, les leaders des coopératives paysannes, les professionnels privés (ONG et associations) et publics de l'eau et les représentants locaux de l'État avant et pendant les périodes de pénurie d'eau (périodes de chaleur) pour mieux diagnostiquer et prévenir les conflits liés à l'eau.

À propos de ce projet

Cette recherche fait partie du projet Fragile Futures: la vie en milieu rural en période de conflit (2012-2016) financée par financé par Danida (projet n ° 11-014KU). C'est un projet collaboratif entre les universités de Copenhague et Ouagadougou et l'institut de recherche en science de la sante de Bobo, conduit par une équipe de trois doctorants Burkinabé, une doctorante danoise, deux post-doctorants burkinabé et une experte chercheure sénior danoise.

Contact: Dr. Gabin Korbéogo, Associate Professor, Department of Sociology, University Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo, Email: kgabin1@hotmail.com, Telephone: +226 25337399, Mobile: +226 70259335